



Lignes de bus supprimées, au Canton ou aux communes de payer ?

Nous avons appris en février dans la presse la mise en danger de 11 lignes de transports publics dans le Canton du Jura. Notre ministre de l'Environnement s'est d'ailleurs exprimé à ce sujet sur la RTS dans un 19h30. Ces lignes ont un taux de recouvrement inférieur à 20%. Le financement de ces lignes dépend en grande partie de la manne fédérale : plus d'un milliard en 2018, qui pourrait bien baisser si la fréquentation n'augmente pas.

Une discussion doit avoir lieu avec les cantons, puisque le financement des lignes régionales pourrait leur incomber. Mais cette discussion doit avoir lieu avec les communes aussi, puisque ces lignes desservent de nombreuses communes. Pour Delémont, ce sont même 4 lignes de bus qui sont intégrées aux transports urbains delémontains, les TUD.

L'importance du tissu de transports publics régionaux n'est plus à remettre en question dans notre région. Sans se limiter aux personnes âgées, handicapées, et aux nombreux élèves qui dépendent absolument de ce type de transports pour se déplacer, la voiture n'est plus forcément le premier moyen de déplacement pour de nombreuses personnes.

Une décision sera prise en 2022. D'ici là, plusieurs questions se posent.

- 1. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'au vu des problèmes climatiques et environnementaux actuels, il est ridicule de faire dépendre la viabilité des transports publics uniquement de critères économiques ? Et même, ne faudrait-il pas augmenter la part de transports publics afin de diminuer au maximum le trafic de véhicules privés sur nos routes ?**
- 2. Est-ce que ce sera toujours CarPostal qui s'occupera des lignes de bus jurassiennes ? Quand le prochain prestataire de services sera-t-il désigné ?**
- 3. Quelles pistes le Gouvernement se propose-t-il de suivre afin de soutenir nos lignes régionales ?**

Delémont, le 4 mars 2020

Groupe Verts et CS•POP
Magali Rohner